

MARK ANDREW SHAPIRO, CHEF DE LA SECTION AMÉRICAINE DES AFFAIRES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES, AU SOIR D'ALGÉRIE : «L'Algérie est une puissance régionale»

Mark Andrew Shapiro, chef de la section des affaires politiques et économiques à l'ambassade des Etats-Unis, nous fait part, dans l'entretien qu'il nous a accordé, des nouvelles priorités américaines dans le domaine économique qui consistent en une plus grande intégration et implication des investissements directs américains dans les secteurs hors hydrocarbures en Algérie. S'agissant du volet politique, il nous a confié que les Etats-Unis veulent voir en notre pays un leader dans la région du Maghreb et du Sahel. En cela qu'ils considèrent l'Algérie comme une puissance régionale avec une expérience avérée dans la lutte antiterroriste et le règlement des conflits interafricains qui est nécessaire actuellement dans la zone trans-saharienne.

Entretien réalisé
par Fatma Haouari

Le Soir d'Algérie : Vous êtes en charge des affaires politiques et économiques à l'ambassade des Etats-Unis, concrètement en quoi consiste votre mission ?

Mark Andrew Shapiro : Je suis chef de la section des affaires politiques et économiques. C'est un grand mandat. Ma mission consiste à faire en sorte de renforcer les relations bilatérales politiques et économiques entre notre pays et l'Algérie.

Ces derniers temps, la tendance de l'ambassade est vers l'expansion. Nous avons créé le poste de chargé des affaires commerciales, une tâche qui m'incombait avant le mois d'août de cette année et je peux dire qu'elle est énorme vu que les échanges avec nos deux pays s'élèvent à plus de 20 milliards de dollars. Nous sommes le premier partenaire économique de l'Algérie.

Nous avons également installé un représentant du FBI. Nous avons, bien entendu, des priorités comme la lutte contre le terrorisme, l'environnement des affaires... Tout ce qui peut avoir un aspect politique et économique nous intéresse, y compris les relations qu'on peut tisser avec le gouvernement, les partis politiques, la société civile. Il faut insister sur le fait que nous avons de plus en plus de liens en Algérie. Nous sommes ici pour faire des amis.

Pour connaître la culture du pays, pour comprendre et identifier les opportunités de coopération et faire des recommandations dans les deux directions. Nous sommes un pont entre les deux pays. Nous essayons d'expliquer à nos amis algériens les besoins de Washington, la tendance politique et économique et d'un autre côté nous faisons état à l'administration américaine des orientations et des conseils sur ce qu'il faut faire afin d'avancer dans notre partenariat.

Nous avons des programmes qui vont dans ce sens. Je citerai à titre d'exemple le MEPI dans le cadre du partenariat avec le Moyen-Orient. Il y a également la lutte contre l'analphabétisme, un partenariat avec l'association Iqra, mais également d'autres programmes ayant trait à la lutte contre la violence contre les femmes mais aussi en direction des femmes chefs d'entreprise.

Est-ce que vous élaborez des rapports sur vos activités ?

Oui, c'est notre moyen de communication.

Qu'en est-il de l'aide à l'Algérie pour l'accession à l'OMC ?

Le 26 juin dernier, le Premier ministre algérien, Ahmed Ouyahia, nous a dit que l'OMC est une priorité. Nous avons envoyé des experts au ministère du Commerce algérien pour présenter dans les détails les conditions d'accès à cette organisation. Il faut comprendre que ces conditions sont des standards et non des questions sujettes à négociation.

Seulement, il existe un processus interne à entreprendre comme la standardisation des tarifs.

La coopération économique entre l'Algérie et les Etats-Unis se limite à des investissements dans le secteur de l'énergie, la nouvelle politique algérienne dans le domaine économique exige l'implication des IDE dans les secteurs hors hydrocarbures, comment réagissez-vous à cette nouvelle donne ?

Il est vrai que le secteur des hydrocarbures domine nos rapports économiques avec l'Algérie. Notre priorité est de trouver les créneaux dans les secteurs hors hydrocarbures. Je vous confie qu'actuellement notre section commerciale travaille dans ce sens. De grandes compagnies américaines sont intéressées par une implantation en Algérie. Je vous citerai l'exemple d'une compagnie qui veut créer une usine de verre.

Quand on regarde le Maghreb, on aimerait bien voir une plus grande intégration économique dans la région. Il y a certes de grandes questions qui bloquent cette intégration comme le conflit du Sahara Occidental. Globalement, le Maghreb est un marché attractif mais vue séparément, l'Algérie est beaucoup plus attractive que ses voisins de par sa superficie et les potentialités dont elle recèle. Cependant, le problème de l'Algérie reste indéniablement les lourdeurs bureaucratiques. Au Maroc ou en Tunisie, les formalités sont simplifiées. Cela peut prendre quelques semaines alors qu'en Algérie, c'est la croix et la bannière. J'étais en Tunisie avant de venir à Alger. Les autorités tunisiennes, dans le cadre d'un projet immobilier, on cédé un terrain à un promoteur saoudien à qui ils ont dit «débrouillez-vous avec le terrain mais nous, ce qu'on veut, c'est qu'il y ait un quota de logements précis». Elles ont soumis des conditions et elles ont laissé l'investisseur étranger travailler. Leur climat des affaires est favorable à l'investissement. En Algérie, en dépit des potentialités non négligeables, les obstacles font que, très vite, on est découragé et il me semble que même les Algériens qui veulent investir ou créer un projet en souffrent.

Pour notre part, nous espérons que les choses s'amélioreront dans ce domaine car nous avons plus à gagner avec l'Algérie qu'avec ses voisins. Je crois que, du côté algérien, il y a cette volonté de renforcer notre partenariat. Récemment, j'ai rencontré avec notre ambassadeur, qui est là depuis quatre mois, des ministres algériens qui nous ont tous assuré que les autorités algériennes souhaiteraient une plus grande coopération avec les Etats-Unis avec une diversification des investissements hors hydrocarbures.

Pour ce faire, il faut que chaque pays connaisse le système de l'autre. Nous voulons voir plus de délégations algériennes de chefs d'entreprises se rendre aux Etats-Unis. On peut leur garantir qu'ils reviendront avec des contrats signés. Il y a un travail qui doit aller dans les deux sens. Nous avons une politique économique très claire. Nous ne venons pas en Algérie pour travailler, gagner de l'argent et repartir chez nous. Cela ne nous intéresse pas. Ce que nous voulons, c'est une présence permanente et un véritable investissement durable.

La crise financière qui frappe de plein fouet votre pays et une bonne partie du monde n'a-t-elle pas un impact négatif sur ces intentions d'investissement dont vous parlez ?

Certes, cela ajoute d'autres variables mais je pense que dans chaque crise il y a un aspect positif qui aide à l'émergence d'idées nouvelles. Chacun va essayer de chercher des opportunités dans d'autres secteurs.

En Algérie, il y a beaucoup de frilosité et beaucoup de réticences à prendre des risques. Le Premier ministre algérien Ahmed Ouyahia, selon les déclarations qu'il a faites, a considéré que les décisions prises ces dernières années dans le secteur financier sont justifiées car cela a permis la protection de

l'économie algérienne du choc financier. Nous pensons que cela est dangereux car il faut trouver l'équilibre en intégrant le jeu de l'économie mondiale.

Je vous cite l'exemple de l'Internet qui a connu dans les années 1990, une période de boom et de bost. Cela ne change en rien la réalité du jeu qui reste très fort car face à un choc, on trouve toujours des solutions et c'est cela le défi.

Je comprends la mentalité des Algériens à vouloir protéger leur économie pour ne pas revenir au chaos des années précédentes mais j'espère que cette crise financière ne découragera pas le gouvernement algérien à s'intégrer dans l'économie mondiale pour la simple raison que l'Algérie est une puissance régionale et qu'aucun autre pays dans la région ne peut jouer ce rôle que ce soit sur le plan sécuritaire, économique ou politique.

L'Algérie reste le pays le plus fort au Maghreb et au Sahel. Nous souhaitons trouver en l'Algérie un partenaire régional fort.

En quoi consiste la coopération sécuritaire entre l'Algérie et les Etats-Unis ?

Nous soutenons l'Algérie dans la lutte antiterroriste à travers une assistance technique et d'échange d'informations dans un cadre régional et trans-saharien. Ceci dit, nous avons beaucoup à apprendre de l'expérience algérienne, surtout que le Sahel devient le nouveau front contre Al-Qaïda.

L'Algérie a joué un très grand rôle dans les accords d'Alger de juillet 2006 pour calmer la situation entre le gouvernement malien et la rébellion des Touareg au nord du Mali. Les autorités maliennes ont déclaré publiquement qu'elles ne pouvaient pas sécuriser leurs frontières. Elles ont demandé l'assistance militaire des Etats-Unis. Nous travaillons en collaboration avec l'Algérie pour son expérience et son savoir-faire. Dans ce domaine, votre pays est leader.

Il y a tout de même l'inextricable conflit du Sahara Occidental dans lequel sont impliqués les Etats-Unis, n'est-ce pas antinomique avec cette coopération que vous voulez plus active ?

Notre souci concerne les réfugiés installés à Tindouf depuis trente ans et nous pensons que c'est aux Algériens et aux Marocains de trouver des solutions pour débloquer le processus et régler définitivement la situation.

Mais l'Algérie se réfère au droit international...

Etes-vous en train de me dire que l'Algérie n'a pas un rôle à jouer ? L'Algérie soutient le Polisario et c'est tant mieux mais de notre point de vue la proposition mise sur la table s'agissant d'une certaine autonomie du Sahara reste discutable et si, en parallèle, l'Algérie et le Polisario font d'autres propositions, ce serait une bonne chose.

C'est à toutes les parties de les discuter. Il faut engager le débat pour aboutir à un consensus. J'espère que les autorités marocaines vont recevoir le nouveau médiateur de l'ONU et que l'année prochaine verra l'amorce d'un nouveau round de négociations.

Abdelkader Messahel, ministre délégué chargé des Affaires maghrébines et africaines a une déclaration très pertinente. Il a dit que les Etats qui payent les rançons exigées par les terroristes lors de prises d'otages encouragent le terrorisme et aident à son financement, qu'en pensez-vous ?

J'étais présent quand M. Messahel a fait cette déclaration et nous sommes tout à fait d'accord avec lui. Le paiement des rançons participe au financement du terrorisme. C'est une porte ouverte aux terroristes pour renflouer leurs caisses. C'est une injection de cash qui permet l'achat d'armes.

Le financement du terrorisme est son nœud gordien. Nous savons que le transfert d'argent occulte ne permet pas une traçabilité qui peut nous aider à identifier les terroristes. Le défi est de fermer les portes et de

bloquer ces financements. Nous essayons en partenariat avec les pays de la région ainsi qu'avec la France d'atteindre cet objectif.

Une nouvelle administration aux commandes des Etats-Unis, cela suppose-t-il un changement dans la politique extérieure de votre pays, faut-il s'attendre à une révolution ?

Les Etats-Unis sont un pays d'institutions et un président ne peut changer ni le système, ni la politique. Bien entendu, c'est la manière qui va changer. Nous avons un système qui garantit la stabilité. Vous n'allez pas assister à une révolution. Certaines petites choses vont changer. A ce sujet, le président Obama a émis son intention de renverser l'ordre de Bush, concernant certaines recherches scientifiques.

Mais le fait qu'un homme de couleur ait gagné l'élection présidentielle est en soi une révolution !

Oui c'est vrai ! Mais si vous analysez l'histoire des Etats-Unis, vous constaterez que cette révolution est un aboutissement d'un long processus qui traverse presque toute l'histoire de notre pays. Nous avons commencé avec une Constitution qui naît aux esclaves leur humanité, par la suite, il y a eu la guerre civile qui a déchiré le pays. Vint alors le mouvement pour les droits civils.

Malcolm X et Martin Luther King ont payé de leur vie. Ils ont été assassinés. Il est évident que vu de l'extérieur, cette victoire prend l'allure d'une révolution mais Obama est un phénomène très américain. C'est celui de la compétition et de la concurrence.

La démocratie suppose une certaine flexibilité mais surtout la participation. Les révolutions américaines prennent beaucoup de temps.

S'il n'y a pas de révolution, y a-t-il une nouvelle orientation dans la politique extérieure, quelles sont les priorités de l'administration Obama ?

Obama aimerait retirer les troupes américaines de l'Irak dans les seize premiers mois de son mandat. La nouvelle politique extérieure de son administration est plus focalisée sur l'Afghanistan. Il le considère comme un cas plus urgent.

L'élection présidentielle américaine qui a tenu en haleine la planète entière a montré un jeu démocratique très puissant. En Algérie, la question des observateurs étrangers est souvent posée mais fait l'objet de controverses, les Etats-Unis pourraient-ils envoyer des observateurs à la prochaine élection présidentielle algérienne si des partis politiques les invitaient à le faire ?

Il y a quelques jours, nous avons organisé une rencontre avec une quinzaine d'Algériens que nous avons invités aux Etats-Unis lors de l'élection présidentielle américaine en tant qu'observateurs.

Ce sont des journalistes, militants dans des partis politiques et membres de la société civile. Ils ont eu un accès total pour juger d'eux-mêmes et avoir leur propre vision. Je ne suis pas d'accord avec M^{me} Louisa Hanoune qui considère la venue d'observateurs étrangers en Algérie comme une atteinte à la souveraineté.

Au contraire, c'est un gage de crédibilité, de confiance, de transparence et de souveraineté comme il nous a été loisible de l'entendre de la part des observateurs que nous avons invités. J'ai vu que MM. Belkhadem, Ouyahia et Zerhouni ne trouvent pas d'inconvenient à la présence d'observateurs.

Ceci dit, ce n'est pas le gouvernement américain qui les envoie mais plutôt des organismes comme The Carter Center, qui a une grande expertise dans ce domaine, ou encore l'OSCE (Organisation de sécurité et de coopération en Europe), mais ils ne peuvent venir que sur invitation.